

LES PREMIERS BUREAUX DE POSTE À QUÉBEC

par Guy des Rivières* et Honorius Provost**

Le premier bureau de poste à Québec fut inauguré en août 1763, à la même époque que ceux de Trois-Rivières et de Montréal. Il faudra attendre plusieurs décennies avant de voir s'établir quelques autres bureaux de poste en province, notamment à Sainte-Marie de Beauce, en 1831, et près de la frontière américaine, sur le nouveau chemin de Kennebec, en 1834. La Nouvelle-Beauce constituait une voie de communication avec les États-Unis.

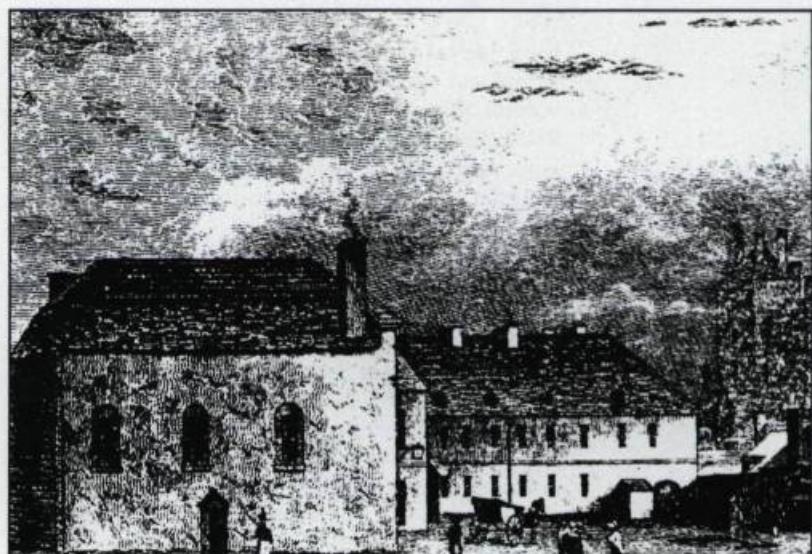
Ce fut Hugh Finlay (c. 1730-1791), marchand écossais, jeune et entreprenant, arrivé au printemps de 1763, qui devint, dès le 10 juin, «maître de poste en résidence à Québec», sous la gouverne de Benjamin Franklin et de John Foxcroft, déjà maîtres-généraux des postes pour l'Amérique du Nord, dans les colonies du sud. Mais, le 31 janvier 1774, Finlay accédait lui-même à ce titre, en remplacement de Franklin; puis, après la reconnaissance politique de l'indépendance américaine, il devint, en 1788, maître des postes pour l'Amérique du Nord britannique. Quoique destiné pour des raisons politiques, en 1799, et remplacé par George Heriot, Hugh Finlay est resté le «père des postes canadiennes». Son nom, longtemps demeuré attaché à un ancien marché de la basse-ville de Québec, est maintenant effacé de la carte...

La localisation du premier bureau de poste en 1763 demeure incertaine: vraisemblablement dans la maison même de Finlay, située en haut de la Côte de la Montagne, sur la rue Buade et près de la cathédrale. Cependant, l'annuaire de Québec de 1791 situe le bureau sur la rue Buade, en haut de l'escalier conduisant à la porte Prescott, dans l'édifice connu sous le nom de Free Masons' Hall, qui servait aussi de lieu de réunion et d'hôtellerie. Le bureau demeura à cet endroit plusieurs années. Puis, vers 1835, il fut déménagé dans la rue du Parloir, non la rue du Parloir actuelle, aux abords du monastère des Ursulines, mais celle qui prolongeait alors la Côte de la Montagne jusqu'au parloir du Séminaire-Évêché. Du côté sud de cette rue se trouvaient le jardin du presbytère et l'abside de la cathédrale; le bureau de poste était situé du côté nord de cette petite rue, qui comptait seulement deux maisons: l'une appartenant à la veuve de François Baby et la

seconde à une dame Harkness, qui la louait à la Couronne pour servir de bureau de poste.

L'incendie de 1841

Dans la nuit du lundi 29 novembre 1841 un incendie détruit les documents d'archives du bureau, depuis le début du service et particulièrement la première correspondance entre les différents maîtres de poste du Canada. Heureuse-



L'ancien évêché de Québec qui abrita le premier parlement du Bas-Canada. Il logea aussi le bureau de poste pendant quelque temps. (Bibliothèque municipale de Montréal).

ment, le bureau central de Londres conservait les originaux de la correspondance entre les postes canadiennes et le ministère des Postes de Londres. Dans son rapport au **Postmaster General**, daté du 5 décembre 1841, Thomas Allen Stayner, alors maître de poste à Québec, déplore la perte de nombreux documents et souligne que la seule malle de la salle située au rez-de-chaussée a pu être sauvée. La malle courante était sauve et fut transportée au Séminaire de Québec, qui se trouvait voisin.

Découvert entre 1 heure et 2 heures du matin, au deuxième étage de l'immeuble, l'origine du feu tiendrait donc, d'après Stayner, à un défaut de la cheminée. Il affirmait l'urgence de trouver un

*Avocat, ancien élève du Séminaire de Québec

**Historien, Séminaire de Québec



Bureau de poste érigé en 1872, selon les plans de l'architecte Pierre Gauvreau, au coin des rues Buade et Du Fort. (Archives de la ville de Québec).

local permanent et mentionnait la nécessité de remplacer sans délai tout le matériel: formules, sceaux, papeterie, cachets et surtout les sacs de malle, barrures et balances. Ces derniers articles étant fabriqués en Angleterre, une réquisition à cet effet fut jointe à son rapport.

La réponse fut rapide, car, dès le 4 janvier 1842, W. Bokenham, du bureau du *Postmaster General* de Londres, avisait Stayner qu'il lui avait fait parvenir dans la malle du soir précédent six paires de balances et six cachets (letter stamps).

Dès le début de décembre, Stayner avait décidé d'instituer une commission d'enquête officielle pour déterminer la cause exacte de l'incendie. Le chef de police T.A. Young, également magistrat, secondé par un autre magistrat, R. Symes fut res-

ponsable de cette enquête. Cette enquête débute le 13 décembre pour se continuer les 14, 15, 20 et 21 du mois. Vingt-quatre témoins furent entendus et, dès le 24 décembre, les enquêteurs donnaient leurs conclusions dans un document aujourd'hui conservé par les Archives publiques du Canada.

L'analyse des témoignages de l'enquête nous fait revivre les péripéties de cet incendie tragique pour l'histoire postale du Canada. Citons la déposition de John Sewell, qui, éventuellement, deviendra à son tour maître de poste de la ville de Québec. Ce jour-là il reconnaît être demeuré au bureau de poste jusqu'à 16 heures et s'être rendu au deuxième étage. Au moment de son départ, il ne perçut aucune odeur de fumée. Quand il fut alerté, l'immeuble était entièrement en feu. Au lendemain de l'incendie, il prit les dispositions pour assurer la livraison du courrier et pour récupérer les lettres et documents qui venaient d'être sauvés au premier étage ainsi que le contenu du coffre-fort.

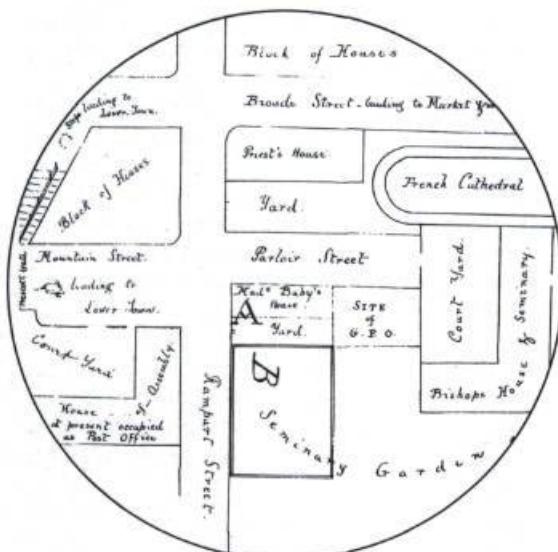
Un autre témoignage important fut celui d'Édouard Plante, prêtre de la cure de Notre-Dame, qui avait été éveillé par des grands bruits provenant du bureau de poste. En se levant, il vit du feu dans les fenêtres du deuxième étage les plus près du Séminaire. Il se rendit immédiatement sur les lieux, aidant deux ou trois personnes à sauver les lettres et autres documents du rez-de-chaussée, lesquels étaient jetés dehors et ramassés par les prêtres et les élèves du Séminaire.

Les derniers témoins furent des experts. Le premier, John Kemp Jr., un maçon, qui, après avoir examiné les décombres, conclut à une cause accidentelle. Après avoir couvé pendant de longues heures, le feu se serait propagé à tout l'immeuble. Un dernier témoin expert partageait cette opinion, soit l'architecte Frederic Hacker.

Dès le 24 décembre – à remarquer la diligence des commissaires, T.A. Young et R. Symes rédigeaient un rapport succinct à l'intention de Stayner, le maître de poste de Québec et du Canada.

Mgr Signay s'empare du terrain

Stayner, désireux de préserver le site pour rétablir le bureau de poste, et craignant par ailleurs que quelqu'un d'autre ne l'acquière, prit sur lui d'accepter l'offre de la propriétaire et acheta le terrain à prix avantageux. Dans une lettre au **Postmaster General** de Londres, en date du 16 février 1842, il déclare avoir eu la chance d'acquérir le terrrain pour la somme de 1200 livres sterling. Il admet avoir fait l'achat à son compte, par prudence. À cause des conditions géographiques et topographiques du terrain, il n'y avait que cet endroit qui possédât l'avantage d'être à la portée à la fois de la haute et de la basse-ville. De



*Plan que le maître de poste Stayner annexa à son rapport sur l'incendie de 1841.
(Collection de l'auteur).*

plus, il avait appris que le Séminaire de Québec, suivant ses termes «*a wealthy roman catholic community*», étant déjà propriétaire des bâtisses et terrains adjacents, désirait acquérir cette propriété ainsi que celle de la veuve Baby. Stayner ajoutait que, pour le moment, le bureau de poste occupait une partie de l'édifice de l'Assemblée législative. Mais il croyait qu'il pouvait en être expulsé à n'importe quel moment. C'était donc important de voir à reconstruire sans délai un édifice pour le bureau de poste. Cependant, dès le 21 février, Stayner écrit de nouveau à Londres pour prévenir que l'évêque catholique, Mgr Joseph Signay, lui avait offert d'acheter le terrain du bureau de poste incendié.

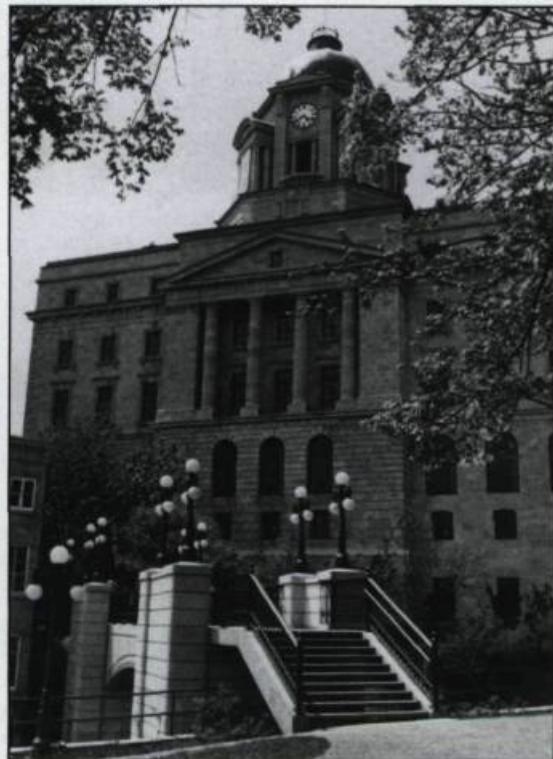
À ce moment-là, la correspondance entre le trésorier des postes et le ministre des postes des colonies, à Londres, indiquait que, ne sachant pas quelle ville serait désignée comme future capitale de l'union des Canadas, il était prématué de faire reconstruire un bureau central à Québec pour tout le Canada, au risque de le rendre utile à une seule région.

En juillet 1843, on suggérait même, comme alternative, si les lieux occupés par la poste à l'Assemblée législative étaient requis, de transporter ce service au château Haldimand (*Old Chateau*), situé à l'entrée de la terrasse Dufferin actuelle, là où des fouilles archéologiques ont mis à jour récemment des vestiges importants. Mais cette idée ne devait pas avoir de suite.

Dans une lettre du 31 mai 1842, le gouverneur Bagot écrit à lord Stanley qu'il conseille au ministre des Postes d'acquérir le terrain de l'ancien bureau de poste, pour le prix payé par Stayner, jugé très raisonnable, mais d'attendre pour toute reconstruction. Enfin, le 30 juillet 1842, Londres recommandait effectivement d'acheter le terrain, quitte à le revendre, si le site n'était plus requis.

Pendant ces tergiversations, une autre affaire se fait jour. Des tractations s'amorcent, durant l'hiver 1843, entre l'évêque de Québec et le gouverneur général, concernant l'acquisition par le Séminaire du terrain en question, après avoir acquis déjà la maison voisine de la veuve Baby. Le gouverneur en vient à recommander, le 14 mars 1843, la vente du terrain Stayner, pour accomoder l'évêque et parce que le site d'un futur bureau de poste pour le Canada reste encore à déterminer. La recommandation fut suivie et le palais épiscopal actuel fut érigé en 1847 sur le site de l'ancien bureau de poste et de la maison Baby.

L'arrangement avait évidemment une saveur politique, au détriment de Stayner, qui protesta vigoureusement, alléguant qu'il aurait pu avoir beaucoup plus et réclama vainement la plus-value, vu que le terrain avait été acquis par lui uniquement pour servir au bureau de poste.



Réaménagé en 1914, le bureau de poste de Québec, est désigné depuis 1984 sous le nom d'édifice Louis-Saint-Laurent. (Environnement Canada, Parcs).

De retour rue Buade

La suite fut beaucoup plus calme. Éventuellement, le bureau dut quitter l'édifice de l'Assemblée législative, à une date incertaine, probablement en 1845. C'était à prévoir. Il s'installa dans une maison située au haut de l'escalier menant de la rue Buade à la porte Prescott. C'est là qu'avait séjourné le fameux hôtel de dame Miles Prentice, dénommé l'Hôtel du Chien d'Or, où s'est abritée longtemps la Free Mason's Hall, puis le bureau de poste de 1846 à 1871.

En effet, c'est en 1872 que fut construit, au coin des rues Buade et du Fort, selon les plans de Pierre Gauvreau, un prestigieux bureau de poste de quatre étages, en pierre de taille, et cela approximativement à l'endroit où était vraisemblablement situé le premier bureau en 1763. Cet édifice, agrandi et doté d'un dôme avec horloge en 1914, servait aussi et sert encore à loger d'autres services du gouvernement fédéral. Connu aujourd'hui sous le nom de l'édifice Louis-Saint-Laurent, il abrite toujours la succursale postale de la haute-ville et le comptoir philatélique de Québec.

Se trouvant trop à l'étroit dans cet édifice peu fonctionnel, le gouvernement avait décidé, en 1939, de construire à côté de la gare du Palais et dans le même style, un nouveau bureau de poste central, qui, lui aussi, devint insuffisant, avec les années. En 1963, on construisait tout près, sur la rue St-Paul, le bureau central actuel. Serait-ce la fin des pérégrinations? ♦